Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code de l’environnement, notamment les articles L125-5 et R125-23 à R125-27 ;
Vu le décret n° 2010-1254 du 22 octobre 2010 relatif à la prévention du risque sismique ;
Vu le décret n° 2010-1255 du 22 octobre 2010 portant délimitation des zones de sismicité du territoire français ;
Vu le décret n° 2005-134 du 15 février 2005, relatif à l’information des acquéreurs et locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs ;
Vu l’arrêté préfectoral n° DC/2012/28 du 18 janvier 2012 relatif à la liste des communes où s’applique l’article L125-5 du code de l’environnement ;
Vu l’arrêté préfectoral n° 85 du 1er juin 2006 relatif à l’état des risques naturels et technologiques majeurs pour l’information des acquéreurs et locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Lebreil ;
Sur proposition du directeur de cabinet ;

ARRETE

Article 1 :
Les éléments nécessaires à l’élaboration de l’état des risques pour l’information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Lebreil sont consignés dans le dossier communal d’information annexé au présent arrêté.
Ce dossier comprend :
- Une fiche synthétique communale comportant :
  - la mention des risques naturels et technologiques pris en compte,
  - l’intitulé des documents auxquels le vendeur ou le bailleur peut se référer,
  - le niveau de sismicité réglementaire attaché à la commune,
- un extrait cartographique des zones exposées,
- un descriptif du risque,
- la liste des arrêtés de catastrophes naturelles liés à la commune.
Ce dossier et les documents de référence sont librement consultables en mairie, préfecture et sous-préfecture.
Article 2 :
Ces informations sont mises à jour au regard des conditions mentionnées à l'article L125-5 du code de l'environnement.

Article 3 :
Le présent arrêté et le dossier d'information sont adressés à la chambre départementale des notaires.

Article 4 :
l'arrêté préfectoral n° 85 du 1er juin 2006 relatif à l'état des risques naturels et technologiques majeurs pour l'information des acquéreurs et locataires de biens immobiliers situés sur la commune de Lebreil est abrogé et remplacé par le présent arrêté.

Article 5 :
Le secrétaire général de la préfecture, le directeur de cabinet, les sous-prêfets d'arrondissement, le directeur départemental des territoires du lot et le maire de la commune sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera affiché en mairie, publié au recueil des actes administratifs de l'État dans le département et accessible sur le site Internet de la préfecture (www.lot.gouv.fr).

A Cahors, le 18 janvier 2012

Bernard GONZALEZ